LE COMMERCE EQUITABLE, DURABLE ET LA CRISE CLIMATIQUE

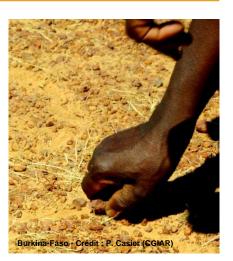


Le réchauffement climatique constitue une menace majeure pour des centaines de millions de personnes dans les pays du Sud.

Telle est en substance l'une des conclusions du Rapport 2011 sur le développement humain, publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il souligne en particulier le fait que les progrès accomplis par les pays d'Afrique sub-saharienne et d'Asie du Sud-est en matière de développement humain risquent de stagner, voire de s'inverser, si des mesures ambitieuses ne sont pas prises à l'échelle planétaire pour réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre.

Ainsi, ce sont les populations des pays qui ont le moins contribué au changement climatique mondial qui en payent le plus lourd tribut.

Une injustice et un défi majeur pour l'humanité tout entière.



Droit dans le mur

Les études les plus récentes sur le sujet mettent en évidence une augmentation moyenne de la température d'environ 0.8 degré depuis le début du XXème siècle et prévoient une hausse de 2 à 3 degrés d'ici à 2050.

L'évolution climatique affecte les températures mais aussi les précipitations, le niveau des mers et les catastrophes naturelles.

Or, si les augmentations de température sont plus marquées dans les régions polaires, c'est dans les zones tropicales que l'impact sur les ressources en eau est le plus important.

Par exemple, c'est en Afrique subsaharienne que la diminution des précipitations a été la plus importante ces dernières décennies (de 7 mm environ, contre 2 mm en moyenne planétaire)¹ et les modèles climatiques élaborés par les différents groupes d'experts montrent que cette tendance devrait se poursuivre avec un réchauffement accru et des précipitations en nette baisse en Afrique du Nord et dans les parties australes et occidentales du continent.

Il convient de préciser que, dans ces régions fragiles, les revenus des populations dépendent en premier lieu de l'agriculture et que les structures productives locales composées essentiellement de petites exploitations familiales sont particulièrement exposées.

Les prévisions sont aujourd'hui sans appel et d'une terrible brutalité.

Les rendements agricoles pourraient diminuer sur ces zones continentales de près de 50 % d'ici à 2020, entrainant une baisse des revenus des paysans (qui représentent environ 60 % de la population africaine) pouvant atteindre 90 % en 2100².

Ce sont donc bien des centaines de millions de personnes qui sont menacées par la malnutrition et les pénuries d'eau, avec toutes les conséquences humanitaires et sociales que l'on peut imaginer (famines, exodes, guerres, etc.).

Ces bouleversements climatiques ont déjà commencé et, s'ils sont encore peu perceptibles dans nos pays d'Europe occidentale, ils pèsent d'ores et déjà lourdement sur les systèmes productifs, les ressources et les écosystèmes de nombreux pays du Sud.

Mais la menace est globale et nos sociétés devront, elles aussi, en affronter très bientôt les conséquences.

Raréfaction des ressources, hausse des prix des denrées alimentaires, tensions migratoires et géopolitiques,...

¹ Source : "Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous", Rapport 2011 sur le développement humain, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

² Source : "La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé", Rapport 2007-2008 sur le développement humain, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)



Les limites d'un modèle

Les modèles agricoles industriels productivistes ont souvent un impact particulièrement dévastateur sur l'environnement (utilisation massive de pesticides et d'engrais azotés, perte de biodiversité, déforestation,..) et génèrent des émissions de CO2 importantes.

Responsable de près de 15% des émissions de gaz à effet de serre, le secteur agricole est l'une des activités les plus menacées par le réchauffement climatique alors même qu'il doit assurer la sécurité alimentaire d'une population mondiale en croissance continue.

L'adaptation des structures de production agricole n'est plus un choix à faire mais une nécessité.

Explorer d'autres voies

Aujourd'hui, des alternatives crédibles existent pour assurer une production alimentaire de qualité tout en réduisant de manière significative les émissions de gaz à effet de serre.

Regroupés sous le terme de "pratiques agroécologiques", ces modèles productifs reposent sur la conjugaison de savoir-faire traditionnels et de techniques agricoles biologiques modernes excluant l'utilisation d'engrais de synthèse, favorisant les cultures combinées et encourageant la conservation de la biodiversité botanique.

A la différence des grandes exploitations intensives et industrielles, les petits producteurs replantent leurs propres semences et perpétuent des cultures endémiques et anciennes (qui sont parfois en voie de disparition).

A cet égard, ils sont les gardiens de la biodiversité agricole, face à des marchés mondialisés où la standardisation des cultures conduit à la disparition de nombreuses espèces³ (dont certaines sont plus résistantes et nettement moins gourmandes en ressources).

Des alternatives performantes

Les questions qui se posent alors concernent la capacité de ces systèmes agro-écologiques à s'inscrire dans le système global.

Si aujourd'hui ces systèmes alternatifs ne constituent qu'une part modeste de la production mondiale, il est certain que dans un environnement menacé par les bouleversements climatiques, les baisses de production et la hausse programmée des prix de l'agro-alimentaire, ces modèles trouvent de plus en plus de sens.

Il est par ailleurs prouvé que les techniques agroécologiques, à faible utilisation d'intrants externes, préservant les ressources naturelles, peuvent accroître considérablement les rendements⁴.

Elles doivent être soutenues pour répondre aux besoins alimentaires mondiaux, dans le cadre d'une démarche globale conjuguée de sécurité alimentaire et de réduction des gaz à effets de serre.



³ Source : Céline Girard et Tristan Lecomte, "Commerce équitable et changement climatique", Etude du Laboratoire du Commerce Equitable 2010

⁴ Voir à ce sujet le Rapport « Agroécologie et droit à l'alimentation », présenté à la 16ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU [A/HRC/16/49], par Olivier De Schutter rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, 20 décembre 2010.

Agriculture biologique, commerce équitable et durable

Comment soutenir la dissémination de ces pratiques agroécologiques à de plus grandes échelles ?

Comment évaluer l'impact de tels programmes et techniques sur l'environnement et les populations ?

En la matière, des outils qui ont fait leur preuve existent. Développés depuis une trentaine d'années environ, les systèmes de commerce équitable et de production biologique ont été conçus comme des alternatives corrigées de l'économie conventionnelle en accordant une importance nouvelle aux questions environnementales et sociales, considérées elles aussi comme des piliers du développement, à l'égal des logiques économiques.

Plus récentes, les certifications durables ont été mises en place avec la volonté d'intégrer les opérateurs de l'économie traditionnelle dans une logique de croissance plus soucieuse de l'environnement et des conditions de vie des travailleurs.

Validés par des évaluations externes rigoureuses, ces systèmes de certification permettent de garantir formellement que le produit acheté a été élaboré et commercialisé dans le respect de critères environnementaux et sociaux très précis.

Il existe aujourd'hui plusieurs dizaines de certifications et de labels équitables, biologiques ou durables. Chacun a ses spécificités qui peuvent être de nature sectorielle (appliqué plus particulièrement à l'agriculture par exemple), géographique ou culturelle.

Certaines de ces certifications ont aussi été élaborées pour s'appliquer à des familles particulières de produits (les plantes rares, etc.)⁵.

Des résultats probants

Plusieurs études consacrées à l'avenir de l'agriculture mettent en évidence la contribution du commerce équitable, du commerce durable et de l'agriculture biologique à la réduction des gaz à effet de serre, en favorisant le développement des pratiques agro-écologiques tout en assurant des revenus décents aux organisations de producteurs.

L'analyse comparée des empreintes écologiques de produits équitables, d'une part, et conventionnels, d'autre part, met en effet en évidence des différentiels importants (de l'ordre de 10 % à 50 % selon les produits) en termes d'émission de CO2, et ce en incluant les coûts-carbone du transport et de la distribution⁷.

Cette dernière question est en effet primordiale. L'impact environnemental d'un produit implique de prendre en compte les quantités de gaz à effet de serre émises au stade de la production mais aussi celles générées lors de l'acheminement du produit du site de production au détaillant.

Si, pour les produits équitables, durables ou biologiques, ces rejets sont très nettement inférieurs au niveau de l'amont (la production), le différentiel est nettement moins marqué au niveau de l'aval (transport et conditionnement).

Certains importateurs du commerce équitable parviennent à des bilans-carbone remarquables dans cette seconde phase en recourant à des processus plus écologiques (emballages recyclables, etc.), mais ce n'est pas à ce niveau que se fait la différence, d'autant que les volumes de produits équitables transportés sont souvent trop peu importants pour générer des économies d'échelle énergétiques significatives.



⁵ Pour en savoir plus : "Commerce équitable et durable - Tant de labels et de systèmes de garantie... Comment s'y retrouver en tant que consommateur?", Une brochure du Trade for Development Centre éditée en janvier 2010, disponible sur www.befair.be

⁶ Sources : Laboratoire du Commerce Equitable et Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF), "Les agricultures paysannes, victimes et acteurs incontournables de la lutte contre le changement climatique - Texte de référence" Août 2009

⁷ Source : Céline Girard et Tristan Lecomte, "Commerce équitable et changement climatique", Etude du Laboratoire du Commerce Equitable 2010

Le temps de la mobilisation aux côtés des petits producteurs

Le Trade for Development Centre de la CTB (l'Agence belge de développement), les acteurs du commerce équitable, du commerce durable et de l'agriculture biologique soutiennent, par des actions de terrain très concrètes (reboisement, fertilisation naturelle des sols, gestion optimisée des ressources, etc.), les cultivateurs des pays du Sud dans leurs efforts pour prévenir les conséquences des dérèglements climatiques.

Un grand nombre d'organisations (dont Fairtrade International - Max Havelaar et Oxfam) prolongent l'engagement dans le cadre d'une plateforme commune, la

Campagne internationale « Global Campaign for Climate Action », avec pour objectifs de "faire connaître la réalité des histoires vécues par les agriculteurs et de mener des actions de sensibilisation à la gravité du changement climatique".

Ces organisations veulent peser sur les décisions qui seront prises lors des prochaines échéances internationales, en particulier à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 17) qui se tient à Durban du 28 novembre au 9 décembre 2011.



Pour en savoir plus :

"Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous", Rapport 2011 sur le développement humain, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

"La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé", Rapport 2007-2008 sur le développement humain, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Céline Girard et Tristan Lecomte, "Commerce équitable et changement climatique", Etude du Laboratoire du Commerce Equitable 2010

"Commerce équitable et durable - Tant de labels et de systèmes de garantie... Comment s'y retrouver en tant que consommateur?", une brochure du Trade for Development Centre éditée en janvier 2010, disponible sur www.befair.be



WWW.BEFAIR.BE

⁸ Source : Interview de de Tuulia Syvänen, Chief Operating Officer at Fairtrade International, sur TckTckTck, the Global Campaign for Climate Action, 7 septembre 2011.